

Discours de Monsieur Franco Maria MALFATTI
Président de la Commission des Communautés européennes
devant le Parlement européen

LUXEMBOURG, le 22 septembre 1971

Il y a des moments dans l'histoire où les événements imposent aux hommes des choix fondamentaux. De ces choix, du courage et de la clairvoyance qui les déterminent, dépend le plus souvent le cours ultérieur de l'histoire. Nous vivons un de ces moments exceptionnels. En effet, il doit être clair pour nous que, quels que soient les motifs contingents des décisions unilatérales prises par le Président NIXON le 15 août, leurs causes et leurs effets vont certainement bien au-delà de ces motifs. Nous nous trouvons face à une situation nouvelle. Et comme chaque fois que l'on passe de l'ancien au nouveau, la situation comporte des risques et des chances. L'expérience des années trente nous montre quels peuvent être les risques d'un mauvais fonctionnement du système monétaire et d'une limitation importante de la liberté des échanges. L'expérience de cet après-guerre nous montre quelles peuvent être les chances d'un développement ordonné de l'économie mondiale dans la stabilité et la liberté des échanges. Notre tâche est de corriger certaines perturbations graves dans le fonctionnement du système monétaire international, mais non pas d'abandonner les principes sur lesquels il repose. Notre tâche est d'agir pour une plus grande liberté des échanges en surmontant la crise actuelle sans tomber dans une dangereuse guerre commerciale. Nous devons aujourd'hui faire preuve de la même prévoyance, de la même force morale et politique, de la même cohésion que ceux qui, il y a un quart de siècle, alors que l'on était encore en pleine guerre, s'efforçaient de jeter les bases d'un ordre nouveau, d'une meilleure organisation internationale, capable de donner aux peuples de la terre plus de liberté, plus de sécurité, plus de progrès en évitant les désordres monétaires, les barrières protectionnistes, les exaspérations autarciques et les poussées de nationalisme qui en furent la conséquence naturelle. "Nous avons besoin - écrivait Lord Keynes en avril 1943 - d'un instrument monétaire international qui puisse être accepté par toutes les nations, de manière à rendre inutiles les comptes bloqués et les compensations bilatérales. Nous avons besoin d'une méthode régulière faisant l'objet d'un accord, pour déterminer les parités relatives des monnaies nationales de manière à prévenir toute action unilatérale et une course à la dépréciation des changes... En termes généraux, nous avons besoin d'un moyen de tranquilliser le monde, grâce auquel tout pays dont les affaires sont gérées avec la prudence voulue soit à l'abri de toute crainte pour des motifs ne dépendant pas de lui, un moyen qui élimine la nécessité de méthodes restrictives et discriminatoires auxquelles certains pays ont eu recours dans le passé non parce qu'il les estimaient valables, mais comme mesures d'auto-protection contre des forces extérieures de désagrégation". Ce sont ces mêmes principes qui doivent continuer à nous guider dans cette crise longue et difficile. Nous devons agir pour que le nouvel ordre monétaire assure à tous des conditions égales, pour que les instruments de réserve - je cite encore Lord Keynes - "ne soient pas déterminés de manière incontrôlable et capricieuse, mais soient gouvernés par les exigences courantes du commerce mondial et puissent faire l'objet d'une expansion ou d'une restriction volontaire en vue d'annuler des tendances déflationnistes ou inflationnistes de la demande mondiale". Nous devons faire en sorte que le nouveau système favorise le développement des pays les plus pauvres et assure la liberté du commerce.

Si nous voulons pouvoir dominer les événements et ne pas être dominés par eux, nous devons construire cet ordre nouveau avec le plus grand de nos amis et le plus puissant de nos alliés, les Etats-Unis. Mais pour que cela soit possible, il est nécessaire que l'Europe prenne vraiment conscience de ce qu'elle/aujourd'hui dans le monde, il est nécessaire que l'Europe assume les responsabilités qui lui incombent dès aujourd'hui, il est nécessaire donc de donner une impulsion nouvelle à la construction européenne. Les problèmes auxquels nous avons à faire face ne sont pas sectoriels mais généraux. Nous ne pouvons pas prétendre

maintenir la construction de l'Europe dans des limites de secteur, je veux dire comme si nous nous trouvions uniquement en présence de faits ressortissant à la technique économique et commerciale. Je suis convaincu que si l'Europe devait continuer à être absente politiquement, la situation actuelle s'aggraverait parce qu'il deviendrait pratiquement impossible de réagir de manière constructive aux problèmes auxquels nous sommes confrontés, car les tensions qui se développeraient dans le monde ne feraient que s'accroître.

Certes, la situation actuelle de la Communauté, caractérisée par la disparité des régimes de change, est difficile et pourrait s'aggraver encore si nous ne trouvons pas au plus vite les remèdes opportuns et si nous n'étions pas capables des compromis nécessaires. C'est la condition essentielle pour surmonter la situation actuelle. Comme je l'ai dit le 6 septembre dernier devant les Commissions Parlementaires, dans notre action nous devons être bien conscients qu'une situation qui échappe au contrôle peut se résoudre à terme dans une situation de stagnation ou de récession généralisée. Mais le moment présent requiert de nous bien autre chose encore. Il ne s'agit pas seulement de continuer à défendre avec vigueur et à court terme nos intérêts légitimes (comme la Commission l'a fait au nom de la Communauté à la réunion du GATT en août). Il s'agit surtout d'avoir la capacité nécessaire pour élaborer avec clairvoyance une stratégie globale européenne qui contribue à une meilleure organisation internationale, avec une force morale et une vigueur politique égales à celles dont ont fait preuve ceux qui, il y a 25 ans, ont jeté les bases du système monétaire et commercial et ont permis de connaître, au cours de ces années, son développement le plus extraordinaire. Le moment n'est pas aux disputes doctrinales ou aux polémiques stériles, mais au courage et à l'action politique.

C'est dans cet esprit que la Commission a adressé une lettre aux Chefs d'Etats et de Gouvernement. Par cette initiative, nous avons voulu attirer l'attention, au niveau politique le plus élevé, sur les graves dangers qui menaceraient la Communauté si la cohésion monétaire n'était pas rétablie au plus vite. Nous avons voulu attirer l'attention sur l'urgence de renforcer notre Communauté pour la mettre en mesure de trouver une réponse positive à cette difficile crise. Nous avons également suggéré une procédure : dès les prochains Conseils de Ministres, parallèlement à l'examen de la situation créée par les mesures américaines nous ^{vous} proposons de vérifier si le programme le calendrier et les instruments que nous nous sommes donnés, ne doivent pas être révisés en vue de les adapter aux circonstances nouvelles, accélérant ainsi également les étapes de notre construction, notamment en ce qui concerne l'Union économique et monétaire. Nous avons donc proposé que ce réexamen soit fait en prévision et en préparation d'un nouveau Sommet des Chefs d'Etats ou de Gouvernements. La préparation de ce nouveau Sommet devra être assurée en collaboration étroite avec les pays candidats de manière qu'ils participent à part entière à la réunion des Chefs d'Etats ou de Gouvernements. De toute évidence, ce Sommet ne pourra que faire suite à la normalisation de la situation à l'intérieur de la Communauté et à la signature du Traité d'adhésion.

Si les préoccupations concernant la situation intérieure de la Communauté persistent, il faut toutefois souligner que les résultats des deux derniers Conseils de Ministres, celui des Ministres des finances du 13 septembre et le tout récent Conseil des Ministres des affaires étrangères du 20 septembre, nous ont apporté des éléments positifs. Compte tenu de la nécessité urgente de présenter un front uni à la réunion de Londres du Club des Dix et à la prochaine réunion à Washington du Fonds Monétaire international, les pays membres de la

Communauté ont adopté une position commune et c'est là un résultat très important. Il est important en particulier parce qu'il s'agissait de formuler, au moins dans leurs lignes générales, les principes qui devront, à notre avis, guider la réforme du système monétaire international. C'est un succès qui a couronné les efforts de la Commission car c'est sur la base de nos propositions qu'un accord unanime a été réalisé.

Le Vice-Président BARRE et notre collègue DAHRENDORF vous exposeront en détail l'activité déployée par la Commission dans le domaine monétaire et commercial au cours de cette période tourmentée. En cette heure difficile, la Commission n'a pas manqué de prendre une initiative, de même que par le passé, elle n'a pas manqué d'intervenir pour mettre en garde contre les dangers menaçants. Il s'agit aujourd'hui de continuer avec patience, mais aussi avec intransigeance. Nous sommes décidés à nous opposer avec la plus grande vigueur à une attitude de "bienveillante indifférence" des Etats membres vis-à-vis de la situation anormale et dangereuse dans laquelle se trouve la Communauté, à mettre tout en oeuvre pour normaliser rapidement la situation. Nous voulons apporter notre concours pour que les problèmes gigantesques auxquels nous sommes confrontés ne soient pas abordés dans une optique étroite mais que au contraire, trouvant dans les difficiles circonstances actuelles l'occasion d'une relance et d'un renforcement, ainsi que d'une accélération de l'Union économique et monétaire, l'Europe puisse, dans la pleine affirmation de son identité, assumer toutes ses responsabilités sur la scène internationale.

Bruxelles, le 22 septembre 1971

Extrait du discours de M. MALFATTI, Président de la Commission des C.E. devant le Parlement européen à Luxembourg le 22 septembre 1971

Le Président MALFATTI a tout d'abord déclaré, "après les décisions unilatérales prises par le Président NIXON le 15 août, nous nous trouvons face à une situation nouvelle". Comme chaque fois que l'on passe de l'ancien au nouveau, la situation comporte des risques et des chances. Notre tâche est de décourager certaines perturbations graves dans le fonctionnement du système international, mais non pas d'abandonner les principes sur lesquels il repose. Notre tâche est d'agir pour une plus grande liberté des échanges en surmontant la crise actuelle sans tomber dans une dangereuse guerre commerciale. Nous devons aujourd'hui faire preuve de la même prévoyance, de la même force morale et politique, de la même cohésion que ceux qui, il y a un quart de siècle, s'efforcèrent de jeter les bases d'un ordre nouveau, capable de donner aux peuples de la terre plus de liberté, plus de sécurité, plus de progrès. Cela pour éviter les désordres monétaires, les barrières protectionnistes, les exaspérations autarciques et les poussées de nationalisme qui en furent les conséquences naturelles.

Si nous voulons pouvoir dominer les événements, ne pas être dominés par eux, nous devons construire cet ordre nouveau, avec le plus grand de nos amis et le plus puissant de nos alliés, les Etats-Unis. Mais pour ^{que} cela soit possible, il est nécessaire que l'Europe prenne réellement conscience de ce qu'elle est aujourd'hui dans le monde; il est nécessaire que l'Europe assume les responsabilités qui lui incombent dès aujourd'hui, il est donc nécessaire de donner une impulsion nouvelle à la construction européenne et je suis convaincu que si l'Europe devait continuer à être absente politiquement, la situation actuelle s'aggraverait parqu'il deviendrait pratiquement impossible de réagir de manière constructive aux problèmes auxquels nous sommes confrontés, car les tensions qui se développeraient dans le monde ne ferait que s'accroître.

Après avoir affirmé que la situation actuelle de la Communauté, caractérisée par la disparité des régimes des changes est difficile, et pourrait s'aggraver si nous ne trouvons pas au plus vite les remèdes opportuns, le Président MALFATTI a souligné qu'il ne s'agit pas seulement de continuer à défendre avec vigueur et à court terme nos intérêts légitimes, mais surtout d'avoir la capacité nécessaire pour définir avec clairvoyance une stratégie globale européenne qui contribue à une meilleure organisation internationale.

Le moment n'est pas aux disputes doctrinales ou aux polémiques stériles, mais au courage et à l'action politique.

C'est dans cet esprit que la Commission a adressé une lettre aux Chefs d'Etat et de Gouvernement. Par cette initiative nous avons voulu attirer l'attention, au niveau politique le plus élevé, sur les graves dangers qui menaceraient la Communauté si la cohésion monétaire n'était pas rétablie au

./.

plus vite. Nous avons voulu attirer l'attention sur l'urgence de renforcer notre Communauté et nous avons également suggéré une procédure. Nous proposons de vérifier, dès les prochains Conseils de ministres, si le programme, le calendrier et les instructions que nous nous sommes donnés ne doivent pas être révisés en vue de les adapter aux circonstances nouvelles, accélérant ainsi également les étapes de notre construction, notamment en ce qui concerne l'union économique et monétaire. Nous avons donc proposé que ce réexamen soit fait en prévision et en préparation d'un nouveau Sommet de Chefs d'Etat ou de Gouvernement. La préparation de ce nouveau Sommet devra être assurée en collaboration étroite avec les pays candidats de manière qu'ils participent à part entière à la réunion des Chefs d'Etat ou de Gouvernement.

De toute évidence, ce Sommet ne pourra que faire suite à la normalisation de la situation à l'intérieur de la Communauté et à la signature du Traité d'adhésion.

Après avoir souligné les résultats positifs des deux derniers conseils de ministres, qui représentent des succès qui ont couronné les efforts de la Commission qui a proposé les lignes de l'accord, le Président MALFATTI a affirmé qu'il s'agit aujourd'hui de continuer avec la patience mais aussi avec intransigeance et il a conclu : "nous sommes décidés à nous opposer avec la plus grande vigueur à une attitude de "bienveillante indifférence" des Etats membres vis-à-vis de la situation anormale et dangereuse dans laquelle se trouve la Communauté, à mettre tout en oeuvre pour normaliser rapidement la situation. Ainsi, nous apporterons notre concours pour que les problèmes gigantesques auxquels nous sommes confrontés ne soient pas abordés dans une optique étroite et nous trouverons dans les difficiles circonstances actuelles l'occasion d'une relance, d'un renforcement et d'une accélération de l'union économique et monétaire. L'Europe doit, dans la pleine affirmation de son identité assumer toutes ses responsabilités sur la scène internationale".

Brussels, 22 September 1971

Extract from the address by Mr Malfatti, President of the
Commission of the European Communities, to the European
Parliament in Luxembourg, 22 September 1971

President Malfatti began by saying, "After the unilateral decisions taken by President Nixon on 15 August we find ourselves faced with a new situation." As on all occasions when there was a changeover from old to new, the situation involved risks and opportunities. Our task was to protect the international system from certain serious disturbances, but not to abandon the principles on which it rested. Our task was to work for greater freedom of trade by overcoming the present crisis without getting embroiled in a dangerous trade war. We must today show evidence of the same foresight, the same moral and political strength, the same cohesion as those who, a quarter of a century ago, endeavoured to lay the foundations for a new order capable of giving all peoples on earth greater liberty, greater security and greater progress. The object was to avoid monetary confusion, protectionist barriers, and the exasperated recourse to autarky and outbursts of nationalism which have always been their natural result.

If we wished to dominate events, and not be dominated by them, we must construct this new order together with our greatest and most powerful ally, the United States. But for this to be possible, Europe had to be truly aware of what it represented today in the world and shoulder its responsibilities forthwith. It was therefore necessary to give a fresh impetus to the construction of Europe. Mr Malfatti was convinced that if Europe continued to be absent from the political scene, the current situation would be aggravated, because it would become almost impossible to react constructively to the problems confronting us, as the strains developing in the world would be bound to increase.

.../...

After stating that the Community's present situation - marked by the disparities between trade arrangements - was a difficult one and could become more serious if we did not find suitable remedies as soon as possible, President Malfatti stressed the need, not only to continue to defend our legitimate interests vigorously in the short term, but also to be big enough to draw up clearsightedly a global European strategy which would contribute to a better organization of international relations.

It was not a time for doctrinal disputes or sterile polemics, but for courage and political action.

It was with all this in mind that the Commission had sent a letter to the Heads of State or Government. By this initiative the Commission had wished to draw attention, at the highest political level, to the grave dangers threatening the Community if monetary cohesion were not re-established at the earliest opportunity. Our endeavour had been to draw attention to the urgent need to strengthen the Community and we had also suggested procedures. It was proposed to examine, at the coming meetings of the Council of Ministers, whether the programme, timetable and instructions adopted earlier should not be reviewed to adapt them to the new circumstances, thus also speeding up the stages of European construction, particularly economic and monetary union. We had therefore proposed that this re-examination should be made with a view to, and in preparation for, a new summit meeting of Heads of State or Government. Preparation for this new Summit should be made in close collaboration with the applicant countries, so that they might participate fully in the meeting of Heads of State or Government.

It was obvious that such a summit meeting could take place only after the return to normal of the situation in the Community and the signing of the Accession Treaty.

After stressing the achievements of the last two meetings of the Council of Ministers, which represented successes crowning the efforts of the Commission, which had proposed the guidelines for the agreement, President Malfatti said that today we must go ahead patiently but also unswervingly, and concluded, "We are resolved to oppose with the greatest vigour any attitude of 'benevolent indifference' on the part of the Member States towards the abnormal and dangerous situation in which the Community finds itself and to do our utmost to bring the situation rapidly back to normal. We will thus play our part in ensuring that the vast problems with which we are confronted are not tackled from a narrow viewpoint and that we will find in the present difficult circumstances an opportunity to give a new impetus to economic and monetary union and to bring about its reinforcement and acceleration. Europe must affirm its identity to the full and shoulder all its responsibilities on the international scene."